

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N°788 du 27 Mars 2004

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

TENEZ BON

« Tenez bon, je tiendrai bon » : cette formule de Jean Pierre RAFFARIN, entre les deux tours, peut passer pour un acte de courage ou comme une preuve d'entêtement. Les jours qui suivent nous donneront la réponse.

Du courage il en faut pour accepter l'arrogance d'une gauche impudique. Les socialistes et leurs amis ont enfoncé la France dans le chômage, le déficit, les désordres sociaux, l'insécurité, l'inculture et l'immoralité. Ils sont mal placés pour reprocher quoi que ce soit à qui que ce soit. Comme hier, ils n'ont aucun projet autre que celui de perpétuer leur système corporatiste et de noyer les Français dans le collectivisme. Parmi les impudeurs de la gauche il y a aussi le chantage au Front National : les socialistes n'auront aucun scrupule à devoir leurs sièges à des triangulaires, mais ils accuseront la droite de pactiser avec le diable si d'aventure (bien improbable) les voix des électeurs ou des élus du Front se reportaient sur elle. Jean Pierre RAFFARIN semble n'avoir aucune envie de céder aux intimidations et aux critiques de la gauche. Il a du courage, bravo.

Mais pour autant cela va-t-il changer la politique au niveau national, et dans quel sens ?

A entendre les propos des ministres-candidats et de leurs amis au soir du premier tour et durant toute cette semaine, il y a de quoi désespérer. On a beaucoup parlé de « message » adressé par les électeurs au gouvernement. Mais quel message, et envoyé par qui ?

Les électeurs de gauche ont voté sans aucun doute pour dire au gouvernement qu'ils veulent le retour de la gauche, comme les Espagnols l'ont voulu il y a quinze jours. Cette réaction est celle de Français tantôt égarés par l'idéologie et la propagande marxistes, tantôt victimes de l'inconscience et de l'ignorance totales qui les amènent à aimer ceux qui les ruinent. Ils ne savent pas que tout ce qu'ils endurent vient de la gauche.

Mais quid des électeurs dits « de droite » ? La majorité parlementaire a perdu une proportion importante de son électorat qui, comme je l'avais prévu (sans mal), a préféré s'abstenir ou émettre un vote sanction. Paradoxalement les membres de cette (déjà ancienne) majorité ont prêté davantage l'oreille aux arguments de ceux qui ne votent pas et ne voteront jamais pour eux, et ont feint d'ignorer ce que voulaient leur dire leurs propres amis. Tout se passe comme si on avait voulu rassurer les électeurs de gauche. Ainsi j'ai entendu dire que le gouvernement « a sauvé la répartition dans la réforme des retraites » ; en effet il y a de quoi pavoiser ! Ou encore que « l'on n'est pas revenu sur le principe des 35 heures » : nouvel exploit ! Ou aussi que « le SMIC n'avait jamais autant augmenté que depuis deux ans » : quelques points de plus auraient en effet permis d'avoir un peu plus de chômeurs, le gouvernement n'a pas assez fait ! Ou enfin que « la France a su défendre son exception culturelle » : on est plus stupide que les autres mais on en est fier !

J'ajouterai que notre géniale diplomatie a su également trouver les bons arguments pour séduire l'électorat. Non contents de se précipiter dans les bras de Monsieur Zapatero et de se réjouir de la chute d'Aznar, les célèbres duettistes qui gèrent nos relations internationales ont été les premiers et les plus fermes pour condamner Israël qui a eu la mauvaise idée de se faire justice en tuant un fanatique qui a inspiré et organisé la terreur au Moyen Orient depuis près de vingt ans (emportés par leur indignation, certains sont allés jusqu'à le présenter comme un artisan de paix –cela rappelle la « paix des braves » de triste mémoire).

Dans ces conditions, « tenir bon » signifie que l'on n'a rien à se reprocher, et que l'on va continuer à faire du socialisme réel, et à pratiquer la démagogie et la compromission. En d'autres termes, on n'a rien compris à ce qu'attendent certains Français, ceux-là même dont les voix ont manqué. Ils ne sont pas les plus nombreux, mais ils peuvent faire la différence, ces obscurs, ces sans grade, ces sans élus, ces sans parti, qui voudraient simplement que les choses changent dans notre pays, et que nos politiciens, de gauche comme de droite, s'arrêtent de marcher sur la tête.

C'est dans les tout prochains jours que l'on va voir si la majorité parlementaire a quelque chance de survivre. L'inflexion de l'équipe dans le sens d'une volonté réformatrice enfin présente, des propositions enfin nouvelles et courageuses sur les retraites, l'assurance maladie, les privatisations en perspective, la législation du travail, la fiscalité, etc. auraient un effet d'annonce salutaire pour elle. Tenir bon signifierait alors tenir le bon bout, et oser ce que l'on n'a pas voulu faire par peur de perdre les élections. Pari perdu !

Si à l'inverse on s'amuse à de simples replâtrages dans l'espoir de se refaire une beauté à l'occasion des Européennes, si on fuit le débat de fond sur l'avenir de l'Europe entre eurocratie et libre concurrence, ce sera à nouveau un échec, et cette majorité risque de ne pas aller jusqu'en 2005. Ce nouveau pari sur la stupidité ou la docilité des citoyens serait perdant, et il resterait au capitaine du navire France à couler avec lui, tenant bon jusqu'au dernier salut avant l'inévitable naufrage. Vous avez dit « Tenez bon » ? Perseverare diabolicum.

Jacques Garelo

Conjoncture

REPRISE ? VOUS AVEZ DIT REPRISE ?

1,7% de croissance en 2004

9,8% de chômeurs

Permanence des déficits et des rigidités

LE SOCIALISME LAVE PLUS BLANC

Prenez un candidat et des électeurs d'extrême droite : ils sont noirs. Plongez les dans un bain de droite, la droite se noircit à son tour. Trempez les dans la gauche, ils sont blanchis. La morale socialiste est à géométrie variable. On se souvient du tollé provoqué en Europe, en particulier chez les socialistes, au moment où le populiste Joerg HAIDER, du FPÖ, s'était allié avec les conservateurs, en février 2000, pour former un gouvernement d'union à Vienne. Des sanctions avaient d'ailleurs été prises par l'Europe, alors dominée par les sociaux-démocrates, qui avait mis l'Autriche en quarantaine. Et les sociaux-démocrates autrichiens avaient, bien entendu, approuvé ces sanctions, toujours au nom de la morale : on ne s'allie pas avec l'extrême droite, avaient-ils expliqué.

Quelques années plus tard, voici que des élections régionales ont eu lieu en Autriche, et en particulier en Carinthie, fief de Joerg HAIDER. Des négociations très serrées se sont engagées entre Peter AMBORZY, tête de liste des sociaux-démocrates (SPÖ) de la province et les amis de Joerg HAIDER. Car celui-ci est arrivé en tête, avec 42,4% des voix, devant les sociaux-démocrates (38,4%), mais sans atteindre la majorité absolue. Il fallait envisager une coalition.

Et cette coalition, après douze heures de négociations, se fait entre les amis de M. HAIDER et les sociaux-démocrates autrichiens. Le diable n'est plus le diable s'il veut bien s'allier aux socialistes. Il n'est le diable que s'il s'allie à la droite. Car ce sont les socialistes qui avaient parlé d'alliance « avec le diable ». La gauche, elle, avec sa bonne conscience, peut se permettre ce genre d'alliance. Il s'agit d'abord de faire réélire M. HAIDER. Les socialistes ont promis de faciliter sa réélection, sans toutefois voter pour lui. C'est beaucoup plus subtil, sans doute pour garder cette bonne conscience. Il a été convenu –officiellement– qu'au moment du vote 5 élus socialistes quitteraient la séance de façon à abaisser le quorum et à permettre l'élection du chef de file du FPÖ.

En échange de ce service, les sociaux-démocrates se verraient attribuer toutes les fonctions qu'ils convoitaient au sein du gouvernement du land, au détriment des conservateurs du parti populaire (ÖVP). Un accord est donc intervenu sur la répartition des postes entre les deux partis et sur le budget 2004 de la Carinthie. Le « cordon sanitaire » établi il y a dix-huit ans autour du FPÖ, depuis que HAIDER le dirige, disparaît comme par enchantement. Mieux encore, le chef des sociaux-démocrates locaux s'est justifié en affirmant que « sur les questions concrètes, notre ligne ne s'est jamais beaucoup démarquée de celle du FPÖ ».

Tous les socialistes n'ont pas apprécié. Un quotidien local rapporte que « partout dans le land, des membres et des permanents menacent de rendre leur carte. Deux élus socialistes à la Diète veulent démissionner ou passer dans le groupe des Verts ». Mais la majorité des socialistes applique l'accord. Le socialiste AMBROZY a un argument imparable : son parti a atteint son objectif de « s'impliquer activement et de façon constructive » dans la vie de la province.

Face à cette situation, un politologue autrichien n'exclut même pas dans l'avenir une alliance au niveau national entre les sociaux-démocrates et les amis de M. HAIDER, contre les conservateurs. « Il y a toujours eu des contacts entre le SPÖ et le FPÖ. Même en 2000, tout le monde sait qu'il y a eu des négociations secrètes entre les deux partis pour tenter de négocier une coalition », ce qui éclaire cruellement la réaction des socialistes après l'alliance de la droite et de l'extrême droite.

A l'époque, on s'en souvient, toute la gauche bien pensante s'était offusquée de cette scandaleuse coalition entre droite et extrême droite, Le Monde en tête. Cette fois, ce journal a été beaucoup plus discret et modéré, se contentant de titrer : « En Carinthie, les sociaux-démocrates concluent un pacte de soutien tacite avec Jörg HAIDER ». Car il faut un certain culot pour appeler pacte de soutien tacite un accord en bonne et due forme de partage des places. Mais soudain, plus de vertueuse indignation du Monde, se contenant de dire que les Verts trouvent cela « scandaleux ». Et Le Monde, qu'en pense-t-il ? Le scandale a-t-il disparu car la coalition se fait cette fois avec la gauche ?

MEDECINS : LA FRONDE DES HONORAIRES LIBRES

Nous avons souligné il y a quinze jours les risques qui pesaient désormais sur la liberté d'installation des médecins. Mais il y a un autre point de friction entre les médecins et les caisses d'assurance maladie, c'est la question des honoraires libres. Les conflits tarifaires entre médecins et caisses se multiplient, tandis que les coordinations médicales se développent au détriment des syndicats médicaux traditionnels.

La fronde concerne surtout les spécialistes, dont les tarifs sont pratiquement bloqués, en secteur 1, depuis neuf ans. Pendant ce temps, les primes d'assurance et les charges augmentent. Ces spécialistes ont donc choisi de pratiquer des dépassements d'honoraires, ce qui normalement n'est pas autorisé, car ils sont en secteur I et n'ont pas le droit de passer en secteur II à honoraires libres.

Mais les choses se passent très mal. Et les informations inquiétantes se multiplient. C'est ainsi qu'on apprenait que dans la Drôme et dans l'Ardèche des gynécologues et des obstétriciens avaient cessé leur activité pour protester contre le déconventionnement d'un des leurs et de deux anesthésistes pour dépassement d'honoraire. On sait que dans ce cas les malades ne sont plus remboursés que sur la base du tarif d'autorité inférieur à... un euro.

On découvre, dépêche après dépêche, que de très nombreux départements sont dans la même situation, même si l'on manque de vue d'ensemble. C'est ainsi par exemple qu'à Tours, le tribunal des affaires de sécurité sociale a donné raison, hélas, à la caisse d'assurance maladie dans le bras de fer qu'elle avait engagé contre 114 médecins spécialistes. Ceux-ci avaient augmenté leurs tarifs depuis deux mois, en utilisant un tampon marqué honoraires libres. Or, légalement, ce n'est pas à eux de décider. Le tribunal les a condamnés à 50 euros d'amende par feuille de soin, ce qui est évidemment dissuasif. La sanction, on le voit, est sévère pour des dépassements d'honoraires équivalents à 5, 10 ou 15 euros.

Quelques jours après, on apprenait qu'une quarantaine de médecins de la Loire étaient assignés par la caisse primaire d'assurance maladie, dans les mêmes conditions. Mais cette fois la caisse demande au tribunal... 500 euros par feuille de soins ! On apprend encore que la CPAM d'Orléans et celle de Châteauroux ont engagé des procédures identiques.

Les caisses semblent décidées à poursuivre systématiquement les médecins qui agissent ainsi quels que soient les spécialités et les lieux d'exercice. La raison invoquée est simple : « le tarif est un élément essentiel de l'égalité de l'accès au soins ». En modifiant la mention conventionné honoraires libres sur les feuilles de remboursement, les caisses reprochent aux praticiens de « créer un trouble chez l'assuré social ».

L'affrontement est désormais général. D'un côté une véritable fronde de la part des médecins, qui n'hésitent plus à braver les caisses pour pratiquer des honoraires libres. Les médecins n'obéissent plus aux syndicats classiques, mais à de libres coordinations. Bien entendu, les syndicats, qui veulent garder leur pouvoir, parlent de poujadisme.

D'un autre côté, les caisses qui mènent une vraie politique de répression, qui n'est pas innocente au moment où l'on réfléchit à la réforme de l'assurance-maladie. On ne nous fera pas croire que les caisses agissent sans le feu vert des pouvoirs publics. Ce débat sur la liberté tarifaire est central, tout comme celui sur la libre installation : la médecine restera-t-elle une profession libérale ? L'année 2004 devait être celle de la réforme de l'assurance-maladie. Elle risque d'être plutôt l'année où se jouera l'avenir de la liberté de la médecine.

LA REPUBLIQUE S'OCCUPE DE LA PETITE REINE

On avait « Monsieur Veto » avec Dominique DE VILLEPIN. Nous allons avoir « Madame Vélo ». Le gouvernement s'occupe enfin des vrais problèmes des Français. Pas des sujets futiles comme le chômage ou le terrorisme. Non, des vrais sujets de fond. Déjà J-F MATTEI voulait nous faire marcher, comme nous l'avons expliqué -monter les escaliers et descendre du métro une station avant- pour sauver notre santé. Voilà maintenant que le gouvernement s'occupe du vélo.

Déjà, un député du Calvados, Brigitte LE BRETHON, avait rédigé un rapport sur le vélo : « Propositions pour encourager le développement de la bicyclette en France ». Le gouvernement vient de montrer l'importance qu'il attachait au sujet en créant une mission interministérielle consacrée au vélo. Le premier ministre, Jean-Pierre RAFFARIN, vient de demander au secrétaire d'Etat aux transports, Dominique BUSSEREAU, de coordonner les mesures nécessaires pour que, dans les déplacements urbains, la part du vélo passe de 5 à 10% d'ici à 2010.

Mieux encore, le gouvernement va nommer bientôt un « Monsieur ou Madame Vélo », désigné par le premier ministre et dépendant du ministère des transports. La mission sera constituée grâce aux réflexions des nombreux ministres concernés (transports, santé, écologie, etc.). Le secrétaire d'Etat au développement durable sera sûrement de la fête, car il convient enfin de faire du vélo durable et non du vélo à la petite semaine. Car la mission sur le vélo, ce n'est pas rien : ce sera un « lieu de réflexion et de travail chargé de définir les grands axes de la politique en faveur de la bicyclette ».

La France va avoir enfin une « politique de la bicyclette ». Et il y a du travail à faire. Le Figaro en fait la liste : « coordonner les initiatives, assurer leur cohérence, identifier les besoins financiers nécessaires ». Très important, les besoins financiers ! Car sans besoins financiers, pas de politique qui tienne la route. Comme le dit si bien le rapporteur, « la politique en faveur du vélo se trouve au milieu du gué ». Mais nous n'allons pas la laisser en si mauvaise posture. Elle pourrait s'enliser. « Il apparaît que de nombreux outils sont en place, que leur pertinence n'est pas en cause, mais que le cadre général ne favorise pas leur mise en cohérence ni leur optimisation ». C'est le cadre qui lâche. Et pourtant, même sans politique, nous voilà troisièmes en Europe pour le nombre de vélos par habitant. Ce n'est plus la France qui tombe, c'est la France qui roule.

L'objectif fixé à notre pays est clair : améliorer ce classement en luttant contre le vol et pour le stationnement. Mais pour cela, nous voilà tous mobilisés, puisque un « conseil national du vélo » va aussi voir le jour, avec des leaders d'opinion pratiquant le vélo. Il est même question de Michel DRUCKER ou d'Antoine DE CAUNES : voilà donc le vélo promu au rang de grande cause nationale. Evidemment, comme le souligne à nouveau le Figaro, il faudra consentir quelques efforts financiers. Mais gageons que pour la cause du vélo, on trouvera quelques fonds. Pour l'instant, le comité de suivi de la politique du vélo crie misère et se plaint du manque de moyen, mais ils ne sauraient tarder. Car il y a un comité de suivi, regroupant de nombreux ministères (équipement, tourisme, écologie, sports, ...), mais aussi « des représentants des acteurs institutionnels et associatifs ». Car il y a, ce que nous ignorions, des acteurs institutionnels du vélo !

Tout cela nous fait rêver. On pourrait même aller plus loin : suggérons au gouvernement, en vrac : un plan vélo, une journée vélo (obligatoire), et un exemple qui vienne d'en haut : par exemple, les ministres venant au conseil à l'Elysée en vélo. Car on verra tout cela, soyez en sûr. Peut-être même le Président de la République donnera-t-il l'exemple : un président sur une petite reine, cela vaut le détour et c'est constitutionnellement assez osé, avouons-le !

Faut-il en rire ? Faut-il en pleurer ? Ce qui est sûr, c'est que pour être gouvernés, nous voilà vraiment gouvernés. Peut-être même un peu trop gouvernés, ne trouvez-vous pas ? Nous sommes en tous cas un grand peuple, car aucun peuple de la terre n'avait inventé un rapport, une mission interministérielle, un comité de suivi ou un conseil national du vélo. C'est cela le génie français. Oui, il y a vraiment une exception française. Toutefois un conseil aux gouvernants : ils n'ont pas trop intérêt à rouler le nez dans le guidon, on a pu le mesurer dimanche dernier.

MEHAIGNERIE : UN MINISTRE LIBERAL ?

Pierre MEHAIGNERIE est un homme d'expérience. On dit même qu'il pourrait redevenir ministre lors du prochain remaniement. Il représente assez bien une sensibilité moyenne au sein de l'UMP. Ses propos n'en sont donc que plus intéressants et représentatifs. Il est en outre Président de la commission des finances de l'Assemblée, ce qui n'est pas rien. Il vient d'accorder un entretien au Monde.

« Ce qui est surprenant, c'est que l'on parle parfois d'ultralibéralisme ou de régression sociale, alors qu'il n'y a pas un pays en Europe où l'Etat-Providence ait autant progressé ces deux dernières années ! L'Etat a dépensé en prestations sociales (aide médicale d'Etat destinée aux demandeurs d'asile et aux étrangers non régularisés, couverture maladie universelle, allocation parent isolé, allocation pour adulte handicapé, revenu minimum d'insertion) 11,24 milliards d'euros en 2003 contre 10,3 milliards en 2001. De plus, les dépenses sociales des départements ont progressé de plus de 15% en deux ans. Celles des organismes de sécurité sociale sont passées de 297 milliards d'euros en 2001 à 332 milliards en 2003. Quand j'entends parler d'austérité ou de remise en cause de l'Etat-Providence, je suis abasourdi par ces caricatures ! ».

Un peu plus loin, Pierre MEHAIGNERIE constate que « tous les pays d'Europe qui sont parvenus à ramener leur taux de chômage sous les 5% ont, sans exception, réussi à maîtriser leurs dépenses publiques et sociales. Ils ont fait les réformes de structure (retraite, assurance-maladie, amélioration de l'efficacité de l'Etat) que la France n'a pas encore faites ou qu'elle vient juste d'engager ».

Enfin, après avoir indiqué que « le secteur public est important en France et très utile », il ajoute : « Mais il produit souvent à 120 euros des services qui pourraient l'être à 100 euros, du fait essentiellement de l'empilement des structures et de la complexité des procédures. Ainsi, une part de la richesse nationale qui pourrait aller en pouvoir d'achat supplémentaire est absorbée en dépenses publiques. L'Etat a besoin d'être repensé et réorganisé. Il faut donner de la souplesse au statut de la fonction publique ». « Je reconnais que ce sera difficile et qu'il y aura beaucoup de défilés, mais il faudra tenir avec courage ». Conclusion « Il faut agir vite ».

Pourvu qu'il « tienne bon » !

AU SOMMAIRE DU N°788 :

EDITORIAL : Tenez bon pp. 1-2

CONJONCTURE : Reprise ? Vous avez dit reprise ? pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Le socialisme lave plus blanc p. 4 – La marine française se mouille p. 5 – Médecins : la fronde des honoraires libres p. 6 – La République s'occupe de la petite Reine p. 7 - Méhaignerie : un ministre libéral ? p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 35.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org